



**ASSEMBLÉE  
NATIONALE**  
**Geneviève FIORASO**  
**Michel DESTOT**  
**Pierre RIBEAUD**  
Députés de l'Isère

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

**Monsieur Emmanuel MACRON**  
Ministre de l'Économie,  
de l'Industrie et du Numérique  
139, rue de Bercy  
75012 PARIS

*Nos réf. : GF/Voltaire/gfi/2015/c223*

Grenoble, le **05 NOV. 2015**

Monsieur le Ministre,

En vous remerciant de bien vouloir nous recevoir le 10 novembre prochain pour évoquer la situation de la société STMicroelectronics, nous souhaiterions appeler votre attention sur les points qui nous préoccupent et que nous voulons aborder avec vous.

Tout d'abord, nous réaffirmons notre soutien et notre attachement à la filière française de la microélectronique, dont STM constitue un élément majeur, avec son implantation à Grenoble et à Crolles en Isère, riches de plus de 6 000 emplois directs très qualifiés.

Nous considérons également que l'activité de cette société franco-italienne, à dimension internationale, propose le socle technologique indispensable au développement de systèmes intelligents qui fondent la valeur ajoutée de nombreux produits industriels et services à l'industrie comme à la personne.

De ce point de vue, la complémentarité des sites de Grenoble pour le digital et Crolles pour les lignes de production de composants, nous paraît être le modèle garantissant la plus grande palette d'applications, du calcul haute performance à l'internet des objets, sans oublier les niches tout à fait stratégiques des composants durcis pour le nucléaire et la défense.

Les déclarations récentes du PDG de STMicroelectronics, exprimant une réduction, voire un retrait à venir, des activités du secteur digital des sites isérois, ont déstabilisé l'équilibre d'un écosystème qui souffrait déjà depuis quelques années de dysfonctionnements que vous connaissez et sur lesquels nous avons appelé votre attention, en tant que tutelle des représentants de l'Etat actionnaire français.

Nous vous en rappelons les principaux éléments :

- Distribution de dividendes aux actionnaires à un niveau anormalement élevé, à mettre en regard avec les difficultés concomitantes de l'alliance STM-Ericsson et de Nokia,
- Un niveau de Capex beaucoup trop bas dans la même période, bien moins élevé que celui des entreprises comparables de ce secteur très capitalistique (moins de 500 millions € par an, soit 7 % du Chiffre d'affaires global contre 20 % pour les grands leaders du secteur),
- Un manque de vision et de stratégie moyen et long-terme de la gouvernance de l'entreprise qui a privilégié le court-terme, faisant ainsi reculer le chiffre d'affaires annuel en 10 ans de 10 à 7 milliards \$ dans un marché mondial en croissance de 50 % dans la même période.

Le déficit des activités digitales, dont le PDG de STM s'est fait l'écho cet été publiquement décourageant au passage les clients potentiels, apparaît donc comme le résultat des dysfonctionnements évoqués ci-dessus, qui ont engendré une charge insuffisante de l'usine de Crolles, en lien direct avec les difficultés d'un client majeur, Nokia, l'échec de l'alliance STM-Ericsson et le vieillissement des produits propres.

Heureusement, le soutien constant des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et le dynamisme de l'écosystème grenoblois et notamment de la qualité de la recherche menée par le CEA/Léti, ont permis, à travers les programmes successifs de l'Alliance, puis des divers plans « Nano... » de mettre à disposition de STM un potentiel technologique contribuant à faire émerger une offre innovante et compétitive, avec les perspectives très porteuses du FD SOI (en lien avec la société Soitec), des microcontrôleurs et des imageurs nouvelle génération.

Malheureusement, en n'investissant pas au niveau souhaitable dans la transformation en produits industriels de ce potentiel technologique, la gouvernance actuelle de STM a elle-même créé les difficultés qu'elle envisage aujourd'hui de résoudre en démantelant la société, par ailleurs de façon non concertée avec les co-financeurs des programmes partenariaux de R&D.

En tant que parlementaires dans l'agglomération grenobloise, nous voulons vous alerter sur l'impact social et économique que ne manquerait pas d'avoir une réduction des activités d'une société qui compte aujourd'hui plus de 6 000 emplois directs et 5 fois plus d'emplois induits et indirects, tout en portant une filière numérique, la première en région, reconnue sur le plan européen et international. Mais, au-delà, nous souhaitons appeler votre attention sur le caractère fondateur et stratégique de la filière des composants électroniques pour la France et l'Europe et sur son lien direct avec toutes les applications produits et services du digital.

Dans cette perspective, une initiative européenne comme « l'Airbus des puces » (Airbus of Chips) proposée récemment par le Président de la Région Rhône-Alpes Jean-Jack Queyranne, qui élargirait les actions fédératrices en cours entre l'Allemagne (Dresde) et la France (sites isérois) et conforterait l'engagement à notre sens trop faible de STM dans ces programmes européens, serait à considérer avec la plus grande attention et à encourager au sein du conseil d'administration de l'entreprise.

Compte tenu du contexte évoqué et du poids stratégique des décisions à prendre en urgence au sein de la société STM pour assurer un avenir à la filière microélectronique européenne, nous sommes tout à fait désireux de connaître la position de l'Etat français et de votre ministère sur un sujet aussi engageant pour la croissance et l'autonomie de notre pays et de l'Europe.

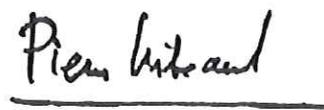
Vous remerciant à l'avance de votre attention, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre considération distinguée.



Geneviève Fioraso



Michel Destot



Pierre Ribeaud